



**Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Lyon
19 Rue Crépet - CS70607 - 69366 LYON**

Présentation de l'opération

**Réhabilitation des secteurs de détentions adultes à la Maison
d'arrêt de Grenoble Varces**

1. Préambule

La Maison d'arrêt de Grenoble a été construite en 1968. Depuis plusieurs dizaines d'années, l'établissement n'a pas fait l'objet d'opération d'envergure afin d'améliorer, ou tout simplement de mettre à niveau, les installations concourant à offrir des conditions de détention conformes aux exigences réglementaires. Le vieillissement des installations, ainsi que les multiples dégradations subies rendent davantage pressant les besoins de réhabilitation.

Le décret Tertiaire pose également l'objectif de réduction des consommations énergétiques du Patrimoine Immobilier du ministère de la Justice.

C'est pourquoi la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) Auvergne-Rhône-Alpes lance une opération visant la réhabilitation des cellules et l'amélioration des performances énergétiques des façades des secteurs de détention des adultes de la Maison d'Arrêt à Varcès-Allières-et-Risset, dans le but d'améliorer les conditions de détention des personnes détenues ainsi que les consommations énergétiques. Cette opération sera réalisée au travers d'un Marché Global Sectoriel de conception-construction-aménagement.

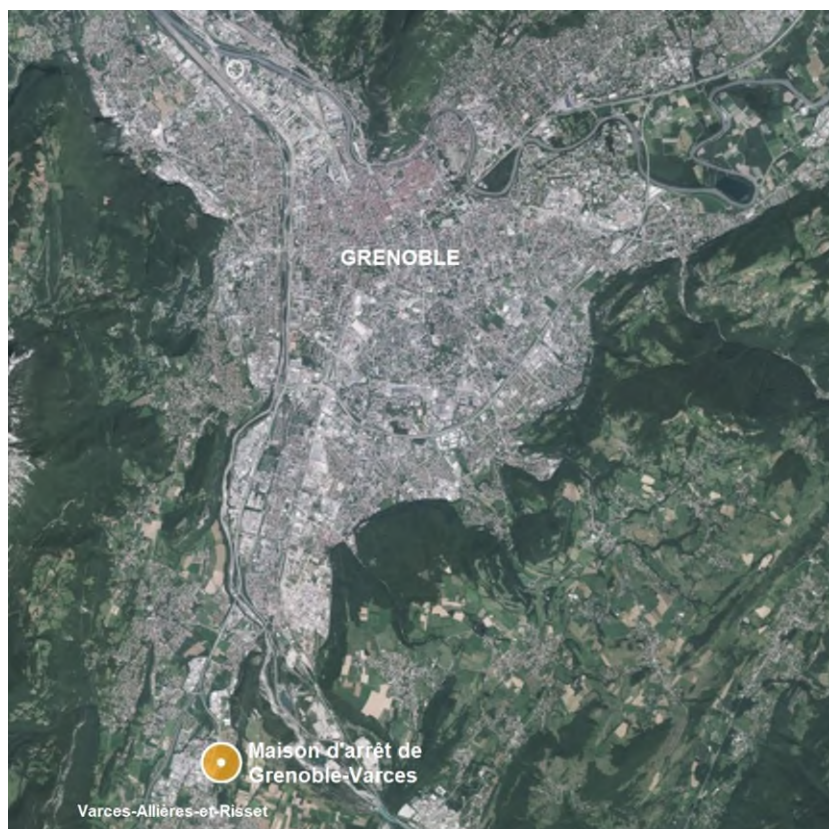
Le présent document a pour objectif de fournir aux candidats susceptibles de répondre à la consultation une première appréciation structurée de l'ampleur, de la complexité et de la nature des interventions à réaliser dans le cadre de l'opération.

Il propose une synthèse des éléments programmatiques majeurs, en mettant en exergue les points de vigilance et exigences opérationnelles sur lesquels le maître d'ouvrage portera une attention particulière durant l'ensemble du processus, sans préjudice des autres thématiques non développées dans ce document.

Ce support vise ainsi à permettre aux candidats d'évaluer la volumétrie des travaux, leurs spécificités techniques, ainsi que les contraintes fortes liées à une intervention en milieu pénitentiaire en site occupé.

2. Le site du projet

La Maison d'arrêt de Grenoble est située sur la commune de Varcès-Allières-et-Risset, à environ 5 kilomètres au sud de Grenoble.



Vue satellite



Plan de situation

Le site de l'établissement est d'un accès facile car il est situé à quelques centaines de mètres de la sortie N° 10 de l'autoroute A480, en bordure de la RD 1075.

L'établissement regroupe plusieurs bâtiments, dont voici le bâtiment principal :



Corps principal de détention (partie gauche du bâtiment) = appelé bâtiment 1

Gaine d'escalier (bloc central) = appelé bâtiment 2

Corps secondaire de détention (partie droite du bâtiment) = appelé bâtiment 3

Le bâtiment 1 abrite le secteur de détention adultes standard, regroupant la majorité des cellules de la Maison d'Arrêt, réparties sur 4 niveaux, du R+1 au R+4. Le rez-de-chaussée accueillant les ateliers de production pénale n'est pas concerné par l'opération.

Les façades du bâtiment 1 sont constituées d'une alternance de panneaux préfabriqués pleins et de claustras vitrés. Les panneaux préfabriqués sont liaisonnés aux refends entre cellules et posés sur les dalles. Ces façades ne sont pas porteuses.

Les parties pleines en façade sont revêtues de faïence. Les claustras vitrés ont depuis été recouverts par des caillebotis métalliques côté extérieur. Des cours de promenade sont accessibles de part et d'autre de ces bâtiments (numérotés de 1 à 3). Des filins anti-hélicoptères sont tendus au-dessus de ces cours de promenade.

Une unité sanitaire constituée de 10 cellules est installée au sein d'un bâtiment distinct appelé bâtiment 7. Cette unité accueille des personnes détenues nécessitant un suivi médical. Les cellules occupent le R+1, tandis que le RDC est occupé par les activités annexes nécessaires au fonctionnement de cette unité. Le bâtiment 7 est bordé d'un côté par une cour de service, et de l'autre côté par sa propre cour de promenade, elle-même équipée de filins anti-hélicoptère.

3. Travaux envisagés

Les bâtiments concernés par l'opération sont :

- Le bâtiment 1 comprenant les quartiers de détention pour la partie Maison d'arrêt : R+1 au R+4 exclusivement
- Le bâtiment 7 comprenant l'Unité Sanitaire de Niveau 2 (USN2) : Cellules au R+1 seulement, mais traitement des façades du RDC et du R+1

Les travaux envisagés consistent en :

- Désamiantage de tous les ouvrages concernés par les travaux (des RAAT complémentaires sont en cours)
- Rénovation et amélioration de la performance thermique des façades, incluant les menuiseries extérieures
- Remplacement des ouvrages de serrurerie assurant la sûreté en façades : caillebotis, barreaudage...
- Remplacement des portes de cellules
- Rénovation complète des cellules : sols, murs, plafonds
- Réfection de la distribution et de l'appareillage CFO/CFA en cellules
- Rénovation des blocs sanitaires en cellule, intégrant la création d'une douche par cellule
- Retrait des gaines de ventilation en fibrociment amiantées présentes en gaines techniques
- Création d'un système de VMC
- Remplacement du mobilier en cellules

La rénovation des cellules concerne 205 cellules dont :

- 200 cellules doublables de 8,5 m² (pouvant accueillir jusqu'à 2 personnes détenues)
- 3 cellules doubles (pouvant accueillir jusqu'à 4 personnes détenues)
- 1 cellule double PMR (pouvant accueillir jusqu'à 2 détenus PMR)
- 1 Cellule de PROtection d'Urgence (CProU) pouvant accueillir 1 personne détenue

Il sera également créé 19 cellules supplémentaires, dont 1 double, à la place des locaux existants de douches collectives et de certains locaux d'activité présents en secteur détention. Ces locaux étaient tous des anciennes cellules.

Le périmètre précis des travaux sera fourni aux groupements admis à soumissionner dans le cadre de cette consultation.

Le Guide de programmation pénitentiaire générique, autrement appelé Programme 8000, sera pris comme référence pour la conception du projet. Chaque candidat qui sera invité à concourir devra s'approprier ce document afin d'en maîtriser les tenants et aboutissants concernant, entre autres, l'organisation des cellules, le choix et la qualité des matériaux utilisés, leur mise en œuvre robuste et rendue indémontable, tout en facilitant autant que faire se peut la maintenance.

Les façades existantes étant composées de panneaux préfabriqués non porteurs, cette même technologie de façades pourra être déployée pour le traitement de l'enveloppe, sans que cette solution ne soit imposée. Le mode de traitement des façades pourra être différent entre le bâtiment 1 et le bâtiment 7.

Le maître d'ouvrage souhaite que l'enveloppe budgétaire définie soit respectée, tout en étant ouvert aux modes constructifs qui permettraient de réduire les délais d'intervention sur site.

Il est précisé que le périmètre des travaux de désamiantage n'est pas encore connu avec certitude à ce jour et que des Repérages Amiante Avant Travaux complémentaires sont en cours de réalisation pour fiabiliser ce sujet.

4. Enjeux de l'opération

Les enjeux suivants ont été identifiés :

- Respect du budget de l'opération (voir AAPC) : en effet, l'opération va concentrer une part très importante du budget du Département des Affaires Immobilières de la DISP de Lyon pour les années à venir
- Non-dégradation du niveau de sûreté
- Réalisation des travaux en site occupé
- Solutions techniques pour le traitement des façades et de la ventilation des cellules
- Prise en compte de la présence d'amiante (des RAAT complémentaires sont en cours)
- Politique : cette opération permettra à la DISP de Lyon de répondre aux observations des rapports institutionnels et associatifs sur les conditions de détention et les conditions de travail des personnels pénitentiaires.
- Environnementaux : permettre des économies d'énergie importante au regard des objectifs du décret Tertiaire

5. Travaux en site occupé

Les travaux se dérouleront en site occupé et ne devront pas dégrader le niveau de sûreté du site. Aussi, toutes les mesures compensatoires (transitoires et provisoires) seront à prévoir. Par exemple, il sera nécessaire d'éviter tout contact entre le chantier et la population pénale au moyen d'une barrière physique sécurisée au sein des secteurs de détention.

Les travaux se dérouleront selon un phasage précis et rigoureux, permettant à l'établissement pénitentiaire de s'adapter. En effet, les personnes détenues seront relogées par l'établissement, selon une capacité (nombre de cellules pouvant être libérées pour les travaux en même temps) qui sera précisée dans le programme de l'opération. Ce phasage prendra en compte les contraintes d'exécution qui seront précisées dans le dossier de consultation.

Les cours de promenade, de part et d'autre des façades du bâtiment 1, pourront être momentanément condamnées pour permettre le traitement des façades (une façade à la fois). Ces temps de condamnations des cours de promenade devront être maîtrisés, optimisés et planifiés afin de permettre à l'établissement de s'organiser. En effet, perdre l'utilisation de 50 % des cours de promenade, va engendrer des tensions importantes auprès de la population pénale qui se verra alors réduire le nombre et la durée des tours de promenades auxquels elle peut prétendre.

6. Délais global de l'opération

Le délai global de l'opération est fixé à 72 mois décomposés ainsi :

- 5 mois de conception
- 43 mois de travaux, y compris préparation de chantier et OPR
- 24 mois de GPA et GBF

Au vu de la gêne occasionnée par les travaux dans l'exploitation de l'établissement, toute amélioration du délai dans le respect des capacités de relogement des personnes détenues et des contraintes de sûreté pénitentiaire sera appréciée.

Afin de permettre aux autorités de l'établissement une gestion rigoureuse de la détention, le respect des dates de démarrage et de fin de chacune des phases est essentiel.

7. Le cadre de sûreté

L'intervention en établissement pénitentiaire impose des contraintes d'exécution inévitables. Ces contraintes concernent principalement les personnes, les moyens et la planification.

Les intervenants extérieurs sont dans l'obligation de se soumettre aux directives de l'établissement et de son personnel de l'administration. Les intervenants extérieurs ne peuvent s'y soustraire pour quelques raisons que ce soient, sous peine de se voir refuser les autorisations d'accès nécessaires. Ainsi les identités et fonctions des personnes appelées à intervenir dans le cadre de l'opération devront être communiquées aux autorités de l'établissement au préalable.

Des contraintes d'utilisation de matériel et/ou d'engin, de véhicules pourront être imposées. Toute intervention à l'intérieur de l'établissement (passage de la Porte d'Entrée Principale) devra être programmée suffisamment à l'avance afin de permettre à l'établissement d'organiser ces interventions.

Les documents transmis dans le cadre de cette mise en concurrence (pièces, plans, ...) ne pourront en aucun cas être transmis, publiés ou photocopiés. Ils doivent être immédiatement détruits par les candidats non retenus suite à la notification de la décision du maître d'ouvrage de ne pas les retenir. De même, ils devront être immédiatement détruits par le titulaire du marché au terme des garanties qui lui incombent. A titre de rappel, l'article 434-35 du code pénal dispose « Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu, ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements. La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus ».

Le Dossier de consultation du Marché Global Sectoriel comportera une annexe intitulé « Cadre de sureté ». C'est un document générique qui retrace l'ensemble des dispositions sécuritaires qui seraient imposées selon les orientations d'organisation des travaux.

Le chef d'établissement est le seul à porter la responsabilité de la sûreté de son établissement. Lui seul peut juger de la performance d'une disposition sécuritaire. Ainsi dans ce cadre-là, tout intervenant se plie à ses injonctions et ne pourra en contester la teneur.

Les grands principes affectant les travaux en milieu pénitentiaire sont :

- Etablissement des fiches d'interventions regroupant les informations nécessaires à l'établissement pour comprendre et ainsi autoriser les interventions, prendre les dispositions nécessaires, voire adapter son organisation si nécessaire ;
- Maintien du niveau de sureté, toutes dégradations de celui-ci devront faire l'objet de mesures compensatoires ;
- La discrétion ;
- L'absence de contact avec toutes personnes détenues ;
- La surveillance/contrôle constant des matériaux, outillages, matériels, ...
- La transmission de l'information :
 - De tout événement non prévu, incident, même si celui-ci peut paraître anodin
 - De tout aléas remettant en cause les engagements pris (délais, process,)

8. La maintenance de l'établissement

La maintenance de l'établissement est assurée par le service local. Il passe une grande partie de son temps à faire face au renouvellement d'installations défectueuses, vu l'obsolescence de celles-ci mais aussi au renouvellement d'installations dégradées.

Les matériaux retenus dans le cadre de l'opération :

- Présenteront une compatibilité totale avec les existants, en s'inscrivant au plus près des matériaux en place et en préservant les performances actuelles des installations.
- Garantiront la durabilité des ouvrages, en limitant les risques de dégradation et en assurant la pérennité des dispositifs mis en œuvre.
- Contribueront à la maîtrise des coûts d'exploitation, en évitant des remplacements prématurés ou onéreux liés à une inadéquation technique des matériaux sélectionnés.

Ces matériaux correspondront aux standards du marché afin de pouvoir y être facilement approvisionnés.